

**L'ANTHROPOLOGIE,
LES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES
ET LE DÉVELOPPEMENT**

Jorge F. PANTALEÓN

- G. DAHL et Annika RABO, éd., *Kam-ap or take-off. Local notions of development*. Stockholm (Studies in Social Anthropology), 1992, 174 p.
- Mark HOBART, éd., *An anthropological critique of development. The growth of ignorance*. Stockholm, European Inter-University Development Opportunities Study-Group, 1994, 246 p.
- Bernardo KLIKSBERG, dir., *Pobreza. Un tema impostergable; nuevas respuestas a nivel mundial*. Mexico, Fondo de Cultura Economica, 1993, 432 p.
- Leilah LANDIM, dir., *Ações em sociedade. Militância, caridade, assistência, etc.* Rio de Janeiro, ISER, NAU Editora, 1998, 287 p.

Les termes « développement » et « organisations non-gouvernementales » (ONG) se côtoient au sein d'un même univers sémantique d'action et de perception : univers en pleine expansion, parcouru par toutes sortes d'agents sociaux ainsi que par différents niveaux d'interventions politiques (international, national, régional, municipal, ou au niveau local des « communautés », etc.). Ce qui relie ces différents niveaux est la valorisation positive de l'acte d'*intervenir* dans la réalité sociale. Les anthropologues sont également présents dans ce monde qu'ils analysent, en collaboration avec d'autres professionnels des sciences sociales — avec qui ils entretiennent des relations de complémentarité et de conflit —, tout en proposant des principes d'action. Les explications qui sont données du rapprochement croissant entre anthropologues et programmes de développement sont souvent éludées et remplacées par de simples paramètres d'autocatalogage, comme l'attitude critique et le militantisme, à travers la création d'*anthropologies critiques*, d'*anthropologies militantes*, d'*anthropologies engagées* et autres, comme manifestations évidentes de cette catégorisation. Ces paramètres sont pourtant insuffisants pour rendre compte sociologiquement de ce rapprochement.

Une des propositions présentes dans les travaux de recherche qui, dès le début des années 1990, ont commencé à proliférer sur cette question, se réfère à l'anthropologie comme discipline qui se doit d'être éminemment

critique vis-à-vis du développement, celui-ci étant vu comme un concept occidental créé pour en dominer un autre, non-occidental. Deux cas illustrent parfaitement ce type de position : d'une part, le livre *Kam-ap or take off. Local notions of development*, édité par G. Dahl et Annika Rabo, et d'autre part celui de Mark Hobart, au titre éloquent, *An anthropological critique of development. The growth of ignorance*. Le premier est le fruit du projet « Development as ideology and folk model » du département d'Anthropologie sociale de l'université de Stockholm ; le second a été produit par l'European inter-university development opportunities study-group (EIDOS), formé par des anthropologues issus d'institutions britanniques, hollandaises et allemandes.

Le terme « développement » est devenu, depuis l'entre-deux-guerres, une notion dominante à laquelle on souscrivait ou que l'on critiquait — en en proposant des versions particulières. Cependant, même dans les rangs dissonants les plus radicaux, l'acceptation du terme indiquait une réalité indiscutablement désirable pour toute la société. C'est à partir des bouleversements structurels de la scène mondiale, depuis le milieu des années 1980, que les sciences sociales ont commencé à se pencher sur la notion de développement en tant que représentation construite, en analysant ses fondements. Le développement, comme le dit Rabo dans son introduction, n'est plus vu désormais comme une réalité donnée, mais « [...] comme un discours de pouvoir. Ceux qui définissent le “développement” essaient d'obtenir le contrôle sur d'autres individus » (p. 2) —, ou comme une « formation sociale discursive », comme l'annonce l'introduction de Hobart.

Il existe des parallèles et des dissonances dans les analyses proposées par ces recueils. Ce que l'on relèvera, c'est que l'un comme l'autre sont construits de façon à récupérer ce que l'anthropologie pourrait, selon eux, apporter en tant que discipline spécifique. L'analyse du développement comme construction sociale et discours de pouvoir passe par une observation des projets de développement implantés par les agences internationales des pays dits *développés* chez les populations concernées, conçues donc comme *sous-développées* ou *en voie de développement*. C'est en observant les réappropriations locales du développement que les anthropologues montrent, à travers la relation entre développés et non-développés (ceux qui cherchent à imposer une idéologie et ceux qui « l'acceptent en résistant »), la réélaboration de réalités différentes de celles que prônent les adeptes du « développementalisme ». Six travaux centrés sur cette réappropriation reproduite et contestée sont présentés dans ces deux ouvrages. Dans l'article de Rosendahl sur un village cubain d'aujourd'hui, le développement se trouve rapproché de l'idée de révolution et de « l'inévitable avancée de l'histoire » ; une autre association est faite, par Rabo cette fois,

entre le développement et la mise en valeur de l'éducation en Jordanie et en Syrie; Fuglesang, lui, analyse les différentes significations qu'acquière les termes « développement » et « modernité » pour les femmes de Lamu, au Kenya. Le même exercice d'interprétation est proposé par G. Dahl et G. Megerssa sur les Boran (qui pour beaucoup sont devenus citoyens éthiopiens ou kenyans) en « donnant la parole » à un ancien de la tribu. Le travail de Don Kulick se centre sur les effets sémantiques d'un langage basé sur le temps futur et qui fait du développement une question de conversion morale et religieuse pour les Gapunes de Nouvelle-Guinée dont la catégorie centrale — *Kam-ap* (de l'anglais *come-up*) — donne son nom au livre. E. Rosander porte son attention sur le concept de *folkligt deltagande* (participation populaire) comme faisant part de la rhétorique des institutions suédoises d'aide au développement, en observant comment les spécialistes le comprennent et s'en servent dans différentes situations. Il s'agit du seul travail où les « locaux » ne sont pas des non-occidentaux mais des porte-parole légitimes de la pratique du développement.

D'après les membres du groupe EIDOS, la critique du développement pourrait être poussée plus à fond par les anthropologues, dans la mesure où ceux-ci, depuis un certain temps déjà, mettent en cause la connaissance scientifique en tant que tout englobant et efficace¹. De fait, cette critique dénonce l'affinité qui existe entre la substantivation du développement (même s'il est « dûment déconstruit ») et la substantivation de l'anthropologie : les auteurs absolutiseraient ainsi la nature des relations établies entre les anthropologues et les défenseurs officiels des projets de développement, les premiers étant ceux qui jouent le rôle de défenseurs des savoirs locaux (et des diverses formes de minorités culturelles) et les seconds étant les dominateurs. Le but de l'ouvrage de Hobart est d'explorer la relation entre la connaissance scientifique et les connaissances locales mises en pratique, relation qui, selon l'auteur, se noue à travers une dialectique épistémologique : l'essor de toute connaissance systématique fait croître simultanément la possibilité de l'ignorance. Les détenteurs de la connaissance des plans de développement (surtout de ceux qui s'appliquent à l'échelle communautaire) consolideraient leur position en ignorant les savoirs locaux, tout en portant, de surcroît, un jugement moral négatif sur les populations concernées (sous forme d'expressions devenues familières, comme « sous-développés », « ignorants », « désorganisés », etc.). Cela est clairement

1. Depuis la fin des années 1980, ce genre de monographie critique prolifère. Son but est de déconstruire les « ismes », en analysant les discours institutionnalisés de pouvoir, tout en se fondant sur Foucault et ses disciples les plus proches de l'anthropologie tels que Edward Said, Valentin Mudimbe, Homi Bhaba et James Clifford, entre autres. Parmi ces monographies, citons celles de APFFEL-MARGLIN, 1994, BANURI, 1990, FERGUSON, 1990, et RAHNEMA, 1986, ainsi que la plus diffusée, celle d'ESCOBAR, 1995 : voir la liste des références, *infra*, p. 478.

montré dans l'article de P. Q. Van Ufford sur les « faillites » de programmes en Indonésie, ainsi que dans celui de A. Arce et Norman Long sur les relations entre bureaucrates du développement et paysans de Jalisco.

Deux éléments, présents dans ces deux livres, veulent démontrer la spécificité anthropologique du traitement du développement et établir des propositions concernant la conduite de l'anthropologue. À cette fin, l'un des recours, comme nous l'avons déjà dit, est celui de la défense « éminemment anthropologique » des savoirs locaux. Une meilleure compréhension du développement comme ensemble de formes pratiques, ou comme exercice de domination au cours duquel s'établissent des relations sociales, court le risque d'être obscurcie par la défense réifiante du « local », présente tout au long de ces travaux, en faisant référence ainsi à des termes dont les propriétés ne sont jamais réellement définies : les dominés, les non-occidentaux, et beaucoup d'autres encore, termes qui découlent généralement de classements dichotomiques (du type local/global), qui finissent par confondre plus qu'ils n'éclaircissent et qui font revenir l'argumentation au point de départ duquel elle tenait, initialement, à se démarquer.

Le deuxième élément n'est pas énoncé à part entière dans la discussion théorique des auteurs ; il figure comme un détail de présentation, qui pourtant n'est pas à négliger. Ces travaux sont dus à des groupes rattachés à des agences de développement, qui présentent donc leurs projets suivant le schéma exigé par ces agences pour lesquelles le développement est une question légitime — question qui est également la cible principale de leur critique. Ainsi, le groupe de Stockholm a été financé par l'Agence suédoise pour la recherche en coopération avec les pays en voie de développement. L'EIDOS (dont le nom est, rappelons-le, également parlant : European Inter-University Development Opportunities Study-Group) comprend des professionnels appartenant à des départements d'études et d'application du développement tels que le département de Sociologie rurale de l'université agricole de Wageningen et le centre de recherche en Sociologie du développement de l'université de Bielefeld en Allemagne.

Nous ne voulons pas dire par là que ces données révèlent une contradiction (ou pire encore, une trahison) entre ce qui est dit et les conditions de production du discours. Il s'agit plutôt de percevoir qu'il est nécessaire d'adopter une vision compréhensive capable de considérer les conditions de production du savoir anthropologique par rapport à cet « autre », dont l'existence n'est presque jamais reconnue explicitement : le demandeur de « connaissances techniques des sciences sociales ». On ne peut ignorer que les anthropologues aient été et soient encore appelés par ces instances de pouvoir institutionnalisées, les programmes de développement, en tant que spécialistes de la connaissance du « local » — spécialisation dévalorisée au sein de la division historique et sociale du travail scientifique moderne.

D'une manière plus cristallisée et statique que proposée par les auteurs en question, il se peut qu'en parlant du *local*, on découvre une identité paradoxale entre ce que doit être l'anthropologie pour les organismes étatiques et les agences de financement, et ce que les anthropologues défendent lorsqu'ils prennent position contre ces dernières, y compris dans les formes les plus innovatrices et les plus radicales de la critique théorique. Le village, le hameau, le quartier marginal et, surtout pour ce genre de marché de savoir, la « communauté » ne sont pas uniquement des objets utilisés par les anthropologues ; ils sont également devenus les objets d'intervention par excellence des programmes de développement, en une coïncidence qui réaffirme l'identité des uns et des autres.

La notion de développement, en tant que produit social, démontre un rapprochement incessant entre les anthropologues et les organismes d'intervention sociale (plus ou moins étatiques). Les premiers jouent un double rôle : celui d'*observateurs* critiques d'implantations normatives et celui de *participants* à de tels programmes. Ainsi, à travers la filiation produite par ce rapprochement, les anthropologues mettent sur un même pied leurs actions et celles des militants d'organisations non-gouvernementales. Le cheminement de chacune de ces formes de disposition professionnelle dépendra des relations concrètes qu'assument entre elles les instances politiques (État, agences internationales, ONG, etc.) et les instances de légitimation de la connaissance anthropologique (universités, facultés, etc.), ainsi que du niveau de pouvoir que les anthropologues possèdent lorsqu'ils s'engagent dans cette relation.

Dans un contexte régional plus spécifique, celui de l'Amérique latine, scène privilégiée pour l'observation de ces instances du savoir-faire anthropologique, deux livres ont été publiés récemment sur des questions qui ont un rapport avec le domaine de l'application de programmes de développement et de ses agents. Ceux-ci présentent des optiques suffisamment différentes pour être utilisés ici comme exemples du rapprochement entre le monde du développement et celui de la pratique anthropologique.

Le premier cas est celui du livre dirigé par Leilah Landim, *Ações em sociedade. Militância, caridade, assistência, etc.* (Actions en société. Militance, charité, assistance, etc.). La compilatrice et les auteurs des articles procèdent à une analyse sociologique et anthropologique d'un objet auquel se trouvent intégrés les organisations et les associations civiques brésiliennes, parmi lesquelles se démarquent celles que l'on classe comme organisations non-gouvernementales. De fait, le livre est diffusé par l'ONG à laquelle appartiennent presque tous les auteurs : l'Institut d'études de la religion (ISER). Ainsi, la juxtaposition évoquée plus haut devient explicite : « Le phénomène observé dans le domaine des études sur les organisations non-gouvernementales, fréquemment réalisées à la frontière entre le

champ académique et ces mêmes institutions, se voit reproduit ici » (p. 20). Ce travail, écrit par des anthropologues liés à l'Université, se penche sur les « organisations privées qui, sans but lucratif, prétendent agir pour le bien public ». Parmi ces travaux sont présentés : les actions de la jeunesse catholique et de l'action sociale à Rio de Janeiro (article de Regina Novaes); une étude sur la manière dont la charité, la citoyenneté et l'assistance sociale se pratiquent et se comprennent chez les spirites (Emerson Giumbelli); les actions de philanthropie des entreprises (Sergio Goes de Paula et Fabiola Rohden) et l'attention donnée à la « campagne nationale contre la faim », mise en place par une figure de poids de la scène nationale brésilienne : Herbert de Souza, (dit Betinho), à qui le livre est dédié, l'incarnation la plus réussie du « sociologue-militant de base² ». L'article écrit par l'organisatrice, « Expérience militante. Histoires de ce qu'on appelle les ONG », reflète très bien l'esprit et le ton sur lequel tout le livre est rédigé.

Les réflexions des auteurs sur les ONG brésiliennes — modèle institutionnel actuellement dominant en ce qui concerne l'exécution des politiques sociales de développement et de défense des droits civiques — se fondent sur la genèse de la constitution de celles-ci en tant que champ. Dans la même foulée, est montré le travail de divers agents d'origines variées qui s'intègrent à ce milieu et le transforment en partageant un même univers de valeurs. Au cours de ce processus, les auteurs exposent comment, non seulement des institutions sont créées, mais aussi comment s'élaborent des dispositions distinctes, telles que celles de l'attitude morale et de l'engagement à travailler auprès des « secteurs populaires », là où prévaut l'expression « société civile ». Cette genèse du champ des ONG brésiliennes est passée par plusieurs étapes au cours des vingt-cinq dernières années. Entre les années 1960 et 1970, les groupements religieux dominant, marqués par une politique militante volontariste où sont mis en valeur les capacités médiatrices des éducateurs de base et un certain type de relations internationalisées (offerts par les voies de la politique et de la religion). La période qui s'ensuit est marquée par le retour des exilés politiques (exil provoqué par le régime dictatorial brésilien après 1968), lors de la loi d'amnistie de 1979, qui ont renforcé les liens avec l'étranger et qui dominant mieux les relations avec les agences internationales. Plus tard, on assiste à l'entrée en scène des universitaires qui permettent que les ONG

2. Son contrepoint le plus proche dans la réalité brésilienne est celui du sociologue universitaire converti à la haute politique, celle du gouvernement et de la politique de parti, « l'homme d'État » même : l'actuel président de la République, Fernando Henrique Cardoso (qui a construit sa carrière publique en produisant des théories dénonçant un certain type de développement économique), ainsi que son épouse, l'anthropologue Ruth Cardoso, chargée des affaires sociales auprès du gouvernement.

soient pensées comme des espaces de professionnalisation. Dans les années 1980, émerge la pratique du recours aux agences de financement multilatérales (principalement la Banque inter-américaine de développement et la Banque mondiale); au cours de la décennie suivante, a lieu une nouvelle consolidation, avec la Conférence mondiale de Rio-92 (premier sommet mondial où les agences gouvernementales et non-gouvernementales discutent formellement des politiques de développement durable) et la création de l'Association brésilienne des organisations non-gouvernementales (ABONG).

L'idée d'une « autonomisation » des ONG brésiennes présente, dans cet ouvrage, un double statut : elle constitue à la fois un élément d'analyse et, comme le reconnaît très rapidement l'auteur, une valeur recherchée (donc une valeur à laquelle on croit) par les membres des ONG au Brésil — cela étant généralisable au niveau international. Ce sens particulier donné à l'autonomie ne permet pas de voir qu'il s'agit de processus dépourvus de point d'arrivée (tout comme de point de départ), puisqu'ils mettent en jeu les transformations continues de tout un réseau d'interdépendances qui font exister ce champ et impliquent une dépendance plus grande à d'autres niveaux — comme le montre bien Landim par rapport aux agences internationales et pour les ONG elles-mêmes qui se soutiennent tout en étant concurrentes entre elles. Au sein de ces relations sont incluses toutes les imbrications avec les groupes étatiques et gouvernementaux (même si elles sont moins reconnues par les militants, tout comme par l'auteur elle-même). Une analyse anthropologique d'un objet qui, simultanément, est source de pratique professionnelle — cet « être dedans et dehors » —, peut mener à certaines inconséquences, même dans des travaux construits aussi sérieusement et avec autant de distance que celui-ci, lorsqu'un concept sociologique (en l'occurrence celui de « l'autonomie du champ ») est utilisé pour défendre des objectifs visés par les pratiquants — comme désir que les ONG soient « autonomes ».

Le cas brésilien semble constituer un « bon modèle » pour les ONG, celles-ci étant formées dès leurs origines par des groupes qui se situaient « en dehors » de l'État et du « pouvoir gouvernemental » (au point où cette multitude de groupes se définissait par une négation, comme « non-gouvernemental »). Très brièvement, nous pouvons proposer quelques éléments pour penser un « contre-modèle » à partir d'un cas proche et contradictoire dans le contexte latino-américain : l'Argentine, actuellement, est le théâtre d'un processus extrêmement violent de transformation de l'État, dont la présence a été, historiquement, bien plus pesante et étendue qu'au Brésil ou dans d'autres pays de la région. Cette transformation s'exprime par une brusque réduction des sources de travail, des subventions sociales en tous genres, ainsi que des subsides destinés aux programmes de développement.

En moins de dix ans, des employés publics qui travaillaient dans ces organismes se sont retrouvés dans une situation de travail précaire ou tout simplement sans emploi. Parmi eux, on compte des spécialistes et des professionnels du développement et du social, ainsi que des professionnels des sciences sociales et des anthropologues. Dans ce contexte, la création et la croissance du nombre d'ONG se fait à un rythme aussi accru que celui de la réduction d'emplois ; c'est pourquoi il est impossible de ne pas établir de relation entre ces deux phénomènes. En cinq ans, le foisonnement d'interventions de ce type a donné lieu à une concurrence massive et à une expectative soutenue, autant de la part de ceux qui veulent être identifiés comme receveurs de ces aides, que de la part de ceux qui cherchent à être les médiateurs officiels. Parmi ces derniers — et voici « l'anomalie » par rapport à ce que prônent les militants non-gouvernementaux qui croient à la séparation entre « société civile » et « État » — se trouvent des politiciens professionnels (souvent des fonctionnaires du gouvernement) qui entrent en concurrence entre eux et avec les acteurs d'autres pouvoirs (tels que l'Église catholique), afin de contrôler les fonds d'assistance. Les financements arrivent parfois par des voies étatiques et, plus souvent, par voies non-gouvernementales. De fait, cette dernière est privilégiée par les centres de financement (surtout internationaux), qui exigent la présence des ONG comme participants actifs. Les agents de l'État se voient ainsi obligés d'organiser leurs propres ONG, directement ou indirectement. Ce « cas anormal » montre comment sont utilisées les catégories, selon l'état dans lequel se trouvent les relations entre des domaines différenciés tendant à se rapprocher ; il met également en évidence que le gouvernement et la société civile, malgré les apparences, ne sont pas des entités aux frontières nettes — aspect qu'une analyse anthropologique ne devrait pas laisser de côté. Les conditions dans lesquelles les anthropologues locaux se voient obligés de travailler et de devenir des techniciens d'application — dans leurs variantes plus ou moins engagées — s'inscrivent dans les transformations qui ont lieu en Amérique latine. Les programmes de développement des ONG, destinés à la société civile, constituent alors des voies devenues presque obligées de professionnalisation de l'anthropologie.

C'est dans ce contexte régional qu'émergent des textes comme *Pobreza. Un tema impostergable ; nuevas respuestas a nivel mundial* (Pauvreté. Un thème non ajournable ; nouvelles réponses au niveau mondial), recueil de textes dirigé par Bernardo Kliksberg. Les auteurs de ce volume sont à la fois des chercheurs dans les milieux académiques et des conseillers haut placés dans les gouvernements, les agences et les principaux organismes internationaux. Le financement du travail le prouve : il s'agit du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du Centre latino-américain pour le développement (CLAD). Le livre peut être lu en

deux parties, à la manière typique des sciences appliquées : les *problèmes* et les *solutions*. Pour le premier point, les auteurs — économistes sociaux, spécialistes en administration publique et surtout sociologues — démontrent, en s'appuyant sur des données quantitatives parlantes, la profondeur des inégalités socio-économiques de ces quinze dernières années au niveau régional et mondial. En ce sens, on observe que le ton dénonciateur utilisé marque une différence avec d'autres lignes politiques et institutionnelles, autant ou plus puissantes, au sein d'institutions hégémoniques telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Le second point, celui des solutions, plaide principalement pour la nécessité de politiques agressives de redistribution équitable des ressources économiques ; sur un ton plus normatif, on y trouve également une défense de ce que l'on appelle la « gestion sociale ». Celle-ci consisterait en une série d'aptitudes où se trouveraient combinés l'engagement pour la résolution des problèmes sociaux, l'efficacité lors de la manipulation des ressources et la capacité, de ceux qui participent à l'élaboration des solutions, d'être à l'écoute des victimes des problèmes sociaux, autrement dit de ceux qui sont porteurs des « savoirs locaux » — aptitudes que les deux premiers ouvrages considéraient comme une exclusivité des anthropologues, ce qui est une préoccupation centrale pour les concepteurs des politiques internationales de développement. On peut y voir une réédition du management d'entreprise appliqué aux sciences sociales.

Ce livre incarne une position qui se distingue des autres présentées ici. Il a tendance à identifier (et non pas juxtaposer ni séparer) le travail des sciences sociales à celui de la délimitation de solutions à des problèmes considérés comme légitimes et au déploiement de techniques appliquées. De fait, même les formats de lecture se scolarisent : le texte cité est consommé comme un manuel (mode de présentation consacré par les sciences sociales appliquées et engagées).

Ainsi, ce processus d'imposition de modèles d'intervention sociale fondés sur une connaissance scientifique de la société démontre une double redéfinition du rôle de l'État en Amérique du Sud : d'un côté, il se retire des politiques sociales ; de l'autre, il redéfinit la place des spécialistes. Ces derniers abandonnent leur condition d'employés publics stables et sont alors embauchés dans des projets externes, financés, qui s'occupent des « besoins locaux ». C'est là que les sensibilités qualitatives prônées par les anthropologues gagnent un peu d'espace. Un tel changement se voit illustré par deux phénomènes liés entre eux : d'une part, l'expansion de la base universitaire en ce qui concerne la création rapide et prolifique de formations doctorales en politique du développement (dans des universités publiques principalement, qui signent des accords avec lesdits organismes internationaux) ; d'autre part, la contraction du marché du travail pour les

diplômés. C'est dans ces formations doctorales, où une partie du public est anthropologue, que des textes tels que ceux de Kliksberg sont utilisés pour l'enseignement et l'apprentissage de nouvelles règles d'intervention, ce qui revient à une rescolarisation forcée de leur participants.

Les positions à prendre sur ce que fait et ce que doit faire l'anthropologie doivent tenir compte des voies possibles de son exercice, comme on peut le voir dans l'hémisphère sud, dans un contexte où les anthropologues ont peu d'alternatives, et où l'une des possibilités est désormais celle de se convertir (ou du moins de le faire croire) en dévôts des programmes de développement.

Jorge F. PANTALEÓN,
*Programa de pós-graduação em antropologia social (PPGAS),
 Museu Nacional, Quinta da Boa Vista, S/N., São Cristóvão,
 CEP 20940-040, Rio de Janeiro, RJ, Brésil,
 Courrier électronique : pantajor@unsa.edu.ar
 (avril 2000).*

LISTE DES RÉFÉRENCES

- APFFEL-MARGLIN (Frédérique), 1994, *Decolonizing knowledge. From development to dialogue*, Oxford, Clarendon Press.
- BANURI (Tariq), 1990, « Development and the politics of knowlegde. A critical interpretation of the social role of modernization », in Frédérique APFFEL-MARGLIN, éd., *Dominating knowledge. Development, culture and resistance*, Oxford, Clarendon Press.
- ESCOBAR (Arturo), 1995, *Encountering development. The making and unmaking of the Third World*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- FERGUSON (James), 1990, *The Anti-Politics Machine. « Development », depolitization, and burocratic power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RAHNEMA (M.), 1986, « Power and regenerative processes in micro spaces », *International Social Science Journal*, 117, p. 361-375.